



**Fédération
Syndicale
Unitaire**

Communiqué de presse

Vous avez dit « gestion rigoureuse » non. Il faut dire « rigueur » !

Le taux de déficit public pour 2007 a été révisé à la hausse (2,7%), la croissance à la baisse (1,7%) et donc les rentrées n'étant pas à la hauteur prévue, il va falloir é-co-no-mi-ser !

Six à sept milliards d'euros. Ceux qui font un rapprochement avec les 7 milliards de cadeaux fiscaux sont de mauvaise foi !

Au-delà de la réorganisation confirmée de l'État au niveau central comme local, de la généralisation du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite – 35 000 postes supprimés et 500 millions d'euros d'économies la première année –, ce sont les grandes politiques d'intervention économique et sociale qui vont, cette fois-ci, être "revisitées".

Selon les informations parues dans la presse le gouvernement s'apprête à annoncer un véritable tour de vis financier qui va dégrader notablement les politiques sociales déjà insuffisamment dotées

Les budgets concernés touchent en effet à des domaines aussi variés que le logement, la santé, l'emploi, la réorganisation de l'Etat qui seraient impactés très fortement.

Les dépenses de solidarité (handicap, dépendance, lutte contre la pauvreté), les dépenses relevant des politiques de l'emploi (RSA, durée des contrats aidés, etc...) sont menacées.

Sur le terrain de l'emploi toute politique de traitement social du chômage est restreinte ou supprimée laissant croire que le marché seul pourrait faire reculer le chômage.

Ces annonces sont en contradiction totale avec plusieurs discours gouvernementaux par exemple concernant le droit au logement opposable ou la lutte contre les exclusions, le développement de la garde d'enfants, de la santé publique ...

Ce véritable plan d'austérité va détériorer encore davantage la vie quotidienne, professionnelle et sociale de toute la population mais plus particulièrement les plus précarisés et démunis. Alors que N.sarkozy annonçait sa volonté de voir diminuer la pauvreté dans le cadre de son quinquennat, il a commencé par faire des cadeaux aux riches, cadeaux que les plus pauvres vont devoir payer. Où est la justice sociale ?

Le seul objectif semble bien être d'assurer, en 2012, le retour à l'équilibre des finances publiques et de tenir, mais avec deux ans de retard supplémentaire, les engagements européens de la France et cela au prix d'une fuite en avant vers une société plus inégalitaire et plus dure pour les exclus.